

OPINION

L'indice de «liberté» d'Avenir Suisse: peut mieux faire

FRANÇOIS GRIN

Avenir Suisse, un laboratoire d'idées qui se présente comme indépendant mais qui est très proche des grandes entreprises suisses et principalement financé par celles-ci, annonce dans le n° 23 de sa «newsletter», la cinquième édition de son «indice de liberté» permettant de comparer entre eux les cantons en fonction de la liberté qu'ils garantissent. Faut-il comprendre qu'Avenir Suisse jouit d'une expertise particulière en matière de liberté?

Non, pas tout à fait: Avenir Suisse concède sur son site que «la liberté demeure en fin de compte un concept subjectif», et que «chaque individu peut apprécier différemment si une loi, par exemple, est ressentie ou non comme un obstacle inutile empiétant sur ses options personnelles d'action». Le lecteur peut donc lire les explications sur les modalités de calcul des différents indicateurs qu'Avenir Suisse prend comme base pour calculer l'indice d'un canton. Et surtout, il peut parcourir ces indicateurs et «décocher» ceux qui ne lui semblent pas pertinents: l'indice est alors automatiquement recalculé.

J'ai donc fait l'exercice. Et constaté que la conception de la liberté qu'Avenir Suisse cherche à propager est fort curieuse. Passons sur le caractère discutable de certains indicateurs: par exemple, «l'investissement public dans le logement» est critiqué car s'écartant du libre marché, alors que c'est justement grâce à l'action de l'Etat que les classes moyennes ont encore la liberté de ne pas être totalement rejetées dans de lointaines périphéries. Ne parlons pas, faute de place, des procédés rhétoriques avec lesquels Avenir Suisse tente de donner un vernis d'objectivité à un classement qui doit pourtant presque tout à l'idéologie. N'insistons pas non plus sur le fait que l'indice global est assez instable: cocher ou décocher une seule case (sur 21) peut faire perdre ou gagner d'un coup dix places au classement (une telle instabilité est en soi une faiblesse sur le plan

technique). Et on ne se formalisera pas des nombreuses fautes d'orthographe.

Ce qui ressort de cet ensemble d'indicateurs, c'est que la liberté, selon Avenir Suisse, tient surtout à trois types d'enjeux: d'abord, une présence aussi effacée que possible de l'Etat, comme si l'Etat n'était en aucune façon l'émanation du vote et des choix des citoyens. Ensuite, la possibilité pour des entreprises d'ignorer les intérêts du citoyen (au niveau individuel) et ceux de la société (au niveau collectif). Et enfin, parce qu'il faut bien donner un peu de mou au pauvre pékin, la «liberté» selon Avenir Suisse, c'est aussi celle de pouvoir fumer sans entraves excessives (et incommoder les autres), d'acheter de l'alcool à toute heure dans des shops de station-service (donc mettre en danger les autres usagers de la route), d'ouvrir des écoles privées sans que l'Etat ne les cadre trop (parfait pour enseigner le créationnisme), ou de commettre des excès de vitesse sans se faire pincer (bien, ça, pour la sécurité routière). Bref, des critères qui manquent singulièrement de bon sens, de civisme et, pour tout dire, d'intelligence.

J'ai donc décoché tout ce qui me semblait non pertinent, notamment ce qui, loin de restreindre ma liberté, l'accroît: par exemple, le fait de pouvoir aller dîner en ville sans que mon veston empeste la clope en fin de soirée. Et quel soulagement! Car le classement des cantons change du tout au tout et, ô surprise, mon canton de résidence – Genève –, classé bon dernier par Avenir Suisse, se retrouve toujours, selon mes critères, dans les cinq à douze premiers.

Qui plus est, la bonne tenue de cette supposément liberticide Genève, c'est sans même tenir compte de toutes sortes de choses auxquelles Avenir Suisse semble n'attacher aucune importance (ils ne figurent pas dans l'indice), mais qui comptent pour la liberté de nombreux citoyens normalement constitués: un certain libéralisme (au sens politique!) dans l'air, qui permet de s'épargner les étouffants jugements moraux d'une société trop conservatrice; une offre particulièrement dense et variée dans les arts visuels et les spectacles; une stimulante diversité de langues et de cultures au quotidien... C'est là qu'elle est, ma liberté. C'est aussi là que se situe l'héritage

intellectuel sur lequel se fondent les sociétés véritablement libérales, au sens qu'a ce beau mot en philosophie politique.

Il n'y a donc pas lieu d'accorder une grande importance à ce qui n'est qu'un exercice de propagande, foncièrement polémique et en fin de compte assez naïf.

Une chose en revanche est préoccupante, c'est que les publications d'Avenir Suisse sont censées être en phase avec le meilleur de la réflexion qui circule dans les cercles dirigeants des entreprises suisses. On est en droit d'attendre, à ce niveau, une certaine ampleur de vues et une certaine acuité dans les analyses. Or s'il n'y règne, au contraire, que la superficialité étriquée qui caractérise ce prétendu «indice de liberté», il y a lieu de se demander si nos grandes entreprises sont vraiment entre de bonnes mains.

En l'occurrence, on serait tenté de répondre que non. Pourtant, les hautes sphères de l'industrie, de la banque ou de l'assurance sont certainement capables de faire mieux, et elles en ont les moyens. Exigeons donc qu'elles fassent un effort. Qu'elles amènent sur la place publique des contributions qui témoignent de plus d'envergure et de discernement. Car il faudra faire mieux que cela pour être à la hauteur des défis environnementaux, commerciaux, technologiques et sociopolitiques qui s'annoncent.

*FRANÇOIS GRIN PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE ET
DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIE-LANGUES-FORMATION*

© **Le Temps** 05.01.2016